

case in point. That Strauss's work is experienced as dangerous by practical persons without, as Howse cogently demonstrates, posing any danger, speaks to its theoretical rather than practical intent. Peaceful agreement he may have sought, Leo Strauss, man of truth.

ENO TRIMČEV *University of Greifswald*

Défense européenne. Émergence d'une culture stratégique

Samuel B. H. Faure

Athéna Éditions,

Montréal, 2016, 234 pages

doi:10.1017/S000842391700052X

L'ouvrage de Samuel Faure, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po Paris, offre une mise à jour bienvenue des travaux sur la Politique de sécurité et défense commune (PSDC) de l'Union européenne (UE). Rares sont les monographies parues en français sur le sujet depuis la création de cette dernière en 2000, et les quelques contre-exemples existants remontent en majorité à près de dix ans. Entre-temps, le système institutionnel de la défense européenne s'est solidifié et l'UE a mené plusieurs dizaines d'opérations civiles et militaires de résolution des conflits à travers le monde. L'ambition de Samuel Faure est de rendre compte de ces développements par l'entremise d'un questionnement central : comment les quinze années d'existence de la PSDC ont-elles contribué à l'émergence chez les acteurs de la défense européenne d'une culture stratégique commune, c'est-à-dire, d'un ensemble de représentations sociales communes quant au niveau d'intégration des politiques de défense et aux buts et instruments de l'usage de la force (133) ?

Le premier mérite de l'ouvrage est d'opérer avec érudition et une grande clarté, dans son premier tiers, un retour complet sur les origines historiques et intellectuelles du projet de défense européenne commune, son institutionnalisation et son fonctionnement actuels. Les références à la littérature secondaire y sont nombreuses et le propos est complété utilement par des extraits d'entrevues réalisées entre 2014 et 2016 auprès de 16 acteurs diplomatiques, administratifs et militaires de la défense européenne.

Cette mise en contexte est suivie d'une discussion théorique de la notion de culture stratégique, exhaustive là encore, mais dont on regrettera qu'elle occupe près de 50 pages de l'ouvrage. Faure combine une approche matérielle et une approche idéelle de la culture stratégique et il opérationnalise cette dernière autour de quatre débats : les acteurs européens valorisent-ils une coopération transnationale dans le cadre de l'Alliance Atlantique ou dans le cadre de l'UE ? Restent-ils très attachés à la souveraineté nationale ou sont-ils prêts à envisager un partage de souveraineté à l'échelle européenne en matière de défense ? Considèrent-ils que la défense européenne devrait se préoccuper de la défense du territoire européen ou de la résolution des conflits hors du continent ? Privilégient-ils l'usage de la force militaire ou l'emploi de moyens hybrides, civilo-militaires ?

La troisième partie de l'ouvrage analyse ces quatre dimensions à l'aide d'un questionnaire administré à 47 acteurs de la PSDC. L'étude fait ressortir deux conclusions. Premièrement, elle affirme que les acteurs de la défense européenne croient au bien-fondé de la coopération dans le cadre de la PSDC (autant sinon davantage que dans le cadre de l'Alliance Atlantique), et que cette PSDC se caractérise par un usage combiné d'instruments d'action civils et militaires au service de la résolution des conflits internationaux (plutôt que de la défense du territoire européen). Deuxièmement, la socialisation des acteurs semble influencée principalement par la nationalité et

l'institution dans laquelle ils opèrent, davantage que par leur fonction professionnelle : les acteurs britanniques interrogés adhèrent beaucoup moins à la culture stratégique européenne que les acteurs français et allemands; les acteurs employés dans les institutions européennes sont plus sensibles à la culture stratégique européenne que les acteurs qui opèrent dans des institutions nationales; enfin, diplomates, militaires, fonctionnaires ou politiques sont tous socialisés à la culture stratégique européenne à divers degrés, sans qu'une tendance forte se dégage. Cette recherche originale apporte peu d'observations nouvelles par rapport à ce que la littérature spécialisée sur le sujet a déjà identifié, mais elle a le mérite d'en confirmer certaines tendances fortes : la prégnance de la souveraineté nationale dans la socialisation européenne, le clivage entre Britanniques d'un côté, Allemands et Français de l'autre, ou encore le consensus sur le fait que la dimension civilo-militaire constitue la principale valeur ajoutée de l'UE en matière de sécurité.

En revanche, il est difficile de terminer cette recension sans mentionner la méthodologie de cette dernière section, qui constitue la principale faiblesse de l'ouvrage. Bien que l'auteur en soit conscient et répète à plusieurs reprises que l'enquête de sondage réalisée n'est pas représentative et doit être vue comme un travail préliminaire, l'usage fait des données dans le texte est parfois contestable. Pour ne citer qu'un exemple, lorsque l'auteur affirme que les acteurs français « se prononcent clairement pour la coopération européenne » plutôt que transatlantique (157), car plus d'un quart d'entre eux (29%) considère que les décisions en matière de défense devraient être prises par l'UE, contre 0% qui pensent que ce devrait être l'OTAN, et un peu moins de trois quarts (71%) qui pensent que cela devrait rester du ressort de l'État, les 29% en question représentent en réalité deux acteurs, car sept français au total ont été interrogés sur les 47 questionnaires distribués (151). De toute évidence, la taille de l'échantillon limite fortement la portée des conclusions de l'étude. On notera également et pour finir que l'enquête a été réalisée entre 2007 et 2009, à une époque où la PSDC entrait tout juste dans une phase de crise qui a suivi l'euphorie de ses premières années. Dès lors, on peut émettre l'hypothèse que la même enquête, menée quatre ou cinq ans plus tard, aurait donné des résultats différents.

ANTOINE RAYROUX *Université Concordia*

Minimizing Marriage: Marriage, Morality, and the Law

Elizabeth Brake

Oxford: Oxford University Press, 2012, pp. 240.

doi:10.1017/S0008423917000403

The *Civil Marriage Act* in Canada and *Loving v. Virginia* in the US served to extend the benefits and protections of state-sanctioned marriage to same-sex and interracial couples, respectively. Since most theorists agree that marriage laws which deny same-sex or interracial couples the right to marry are profoundly unjust, there is wide agreement that these benefit-extending legal shifts were moves toward more just societies. Limiting the legal recognition and benefits of marriage to relationships that are both amorous and dyadic is similarly unjust and thus marriage rights should be extended to include such relationships. Or so argues Elizabeth Brake in *Minimizing Marriage*, her remarkably thorough and quite careful examination of the ethics and political theory of marriage.

The book is divided into two parts: "De-moralizing Marriage" and "Democratizing Marriage."¹ Part 1 is an examination of the character of marriage and its possible moral significance. Brake's conclusion is that marriage has only conditional value: it offers no significant moral transformation to its parties, and constitutes no sure gateway to virtue